
**Règlement relatif à l'utilisation de caméras
de vidéosurveillance
Commune du Mont-sur-Lausanne**

Table des matières

Article 1	Principe	3
Article 2	Compétence	3
Article 3	Installations	3
Article 4	Sécurité des données	3
Article 5	Traitement des données	3
Article 6	Personnes responsables	3
Article 7	Information	3
Article 8	Horaire de fonctionnement	4
Article 9	Durée de conservation	4
Article 10	Délégation	4
Article 11	Dispositions finales / Entrée en vigueur	4

Vu la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD ; BLV 172.65)

Vu le règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles (RLPrD ; BLV 172.65.1)

Article 1 Principe

Un système de vidéosurveillance peut, après avoir obtenu l'autorisation de l'autorité compétente, être installé sur le domaine public ou le patrimoine affecté à la réalisation d'une tâche publique dans le but d'éviter la perpétration d'infractions contre des personnes et des biens et d'apporter des moyens de preuve en cas de telles infractions. Il doit constituer le moyen le plus adéquat pour atteindre le but poursuivi et n'être envisagé qu'en dernier recours.

Article 2 Compétence

La Municipalité est compétente pour adopter une directive d'exploitation portant sur le but et les modalités des installations de vidéosurveillance, ainsi que sur les lieux sur lesquels elles sont mises en œuvre et déploient leurs effets.

Article 3 Installations

¹ Pour chaque installation, la Municipalité détermine l'emplacement et le champ des caméras, qui doivent se limiter à la mesure nécessaire pour atteindre le but fixé, en limitant les atteintes aux droits des personnes concernées.

² L'installation de systèmes de surveillance permettant ou effectuant une identification automatique des personnes sur la base d'éléments biométriques est interdite.

Article 4 Sécurité des données

¹ Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent et en prévenant tout usage a posteriori de processus automatisés de reconnaissance sur la base d'éléments biométriques.

² Un système de journalisation automatique permet de contrôler les accès aux images.

Article 5 Traitement des données

¹ Les images enregistrées ne peuvent être visionnées qu'en cas d'infraction. Elles ne peuvent être traitées que pour atteindre le but fixé pour les installations de vidéosurveillance.

² Les images ne peuvent être transmises qu'aux autorités chargées de poursuivre les infractions constatées.

³ Le visionnement en temps réel des images est interdit.

Article 6 Personnes responsables

¹ La Municipalité désigne la ou les personnes autorisées à gérer l'installation de vidéosurveillance et à visionner les images.

² La ou les personnes responsables prennent les mesures nécessaires pour prévenir tout traitement illicite ; elles s'assurent du respect des mesures de sécurité et des dispositions en matière de protection des données et en rendent compte à la Municipalité.

Article 7 Information

¹ Les personnes se trouvant dans la zone surveillée doivent être informées de la vidéosurveillance par des panneaux d'information.

² La Municipalité tient une liste publique et tenue à jour des installations de vidéosurveillance exploitées sur la base du présent règlement.

Article 8 Horaire de fonctionnement

L'horaire de fonctionnement des installations est décidé par la Municipalité en fonction des nécessités pour atteindre le but fixé.

Article 9 Durée de conservation

¹ La durée de conservation des images ne peut excéder le délai prévu par le droit cantonal, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 5 alinéa 2.

² Les images sont détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

Article 10 Délégation

L'exploitation d'une installation de vidéosurveillance ne peut pas être déléguée à un tiers.

Article 11 Dispositions finales / Entrée en vigueur

La Municipalité fixe la date de l'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par la cheffe ou le chef du département concerné. L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC ; BLV 175.11) est réservé.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 19 août 2025

Au nom de la Municipalité


La syndique
Laurence Muller Ahtari


MUNICIPALITÉ
DE
LE MONT
CANTON DE
VAUD
LIBERTÉ
ET
PATRIE
MONT sur-Lausanne


Le secrétaire
Frédéric In-Albon

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 29 septembre 2025

Au nom du Conseil communal


Le président
Christophe Blanc


CONSEIL COMMUNAL
DE
LE MONT
CANTON DE
VAUD
LIBERTÉ
ET
PATRIE
DU MONT


La secrétaire
Alexandra Magnenat

Approuvé par le Département des finances, du territoire et du sport en date du

10 DEC. 2025



LA CHEFFE DU DÉPARTEMENT
DES FINANCES,
DU TERRITOIRE ET DU SPORT